

11.09.2019 – 10:30 Uhr

## Caritas Suisse réclame une stratégie globale pour l'Afrique



Luzern (ots) -

Caritas Suisse considère qu'il y a des changements radicaux à apporter à la politique africaine de la Suisse. Alors que l'actuelle politique économique est dictée sur certains aspects par une volonté d'exploitation, la politique migratoire se caractérise par un cloisonnement et la coopération au développement est sous-financée. Du point de vue de Caritas, il faut une stratégie globale pour l'Afrique qui rende possible une rencontre d'égal à égal.

L'Afrique traverse actuellement d'énormes changements démographiques, économiques et climatiques. De par la proximité géographique et le lien historique, ces changements revêtent aussi beaucoup d'importance pour l'Europe et pour la Suisse. Ils entraînent des défis tels que la paupérisation, le renforcement des inégalités ou la gestion de la migration, mais créent également des opportunités. Mais jusqu'à présent, la Suisse a toujours apporté des réponses politiques décevantes à cette évolution. Son attitude actuelle à l'égard de l'Afrique est basée en premier lieu sur une politique migratoire de cloisonnement et sur l'exploitation économique. Si la Suisse veut davantage cibler l'Afrique dans sa coopération au développement ces prochaines années, comme le prévoit le message du Conseil fédéral sur la coopération internationale 2021-2024, elle doit de toute urgence clarifier les questions fondamentales de la relation à l'Afrique.

La migration d'Afrique n'est perçue que comme une menace

Quand il est question de l'Afrique dans la politique suisse, la migration est généralement au coeur des débats, en particulier la question de savoir comment on peut l'empêcher. Sous la pression des exigences de politique intérieure, la Suisse tente de conclure des accords de réadmission ou des partenariats dits migratoires. Les gouvernements doivent s'engager à garantir un retour en sécurité à leurs ressortissants. Cette politique est inacceptable quand ces accords sont conclus avec un régime dictatorial qui bafoue les droits humains.

Le négoce de matières premières synonyme d'exploitation économique

En tant que principale place où se négocient des matières premières à travers le monde, la Suisse revêt une importance primordiale pour les pays africains. Aujourd'hui, les décisions reposent principalement sur des considérations économiques au seul profit de la Suisse, avec des conséquences dévastatrices pour les pays concernés. En concurrence avec d'autres sites tels que Singapour et Dubaï, la Suisse re-nonce à rendre le négoce de matières premières plus transparent et à mieux le réguler. Elle contribue ainsi à faire persister des problèmes tels que la corruption, la violation des droits humains, les dommages environnementaux et l'évasion fiscale au détriment de la population africaine.

Il faut une vision globale de la politique africaine

Compte tenu de ces liens de causalité, la Suisse a besoin d'une stratégie globale pour l'Afrique qui aille au-delà de la coopération au développement classique. Le Conseil fédéral doit mettre en oeuvre l'approche « Whole of Government » que réclame sans cesse le Département des Affaires étrangères dans un programme clair concernant l'Afrique ; il faut une politique supra-départementale, ce qui implique en particulier que le Département des Finances expose sa vision de la politique fiscale vis-à-vis des pays du Sud. Il

faut aussi clarifier la manière dont la Suisse compte organiser à l'avenir l'accès au marché du travail local. Peut-elle envisager de renoncer à sélectionner uniquement les personnes les mieux formées d'Afrique ? Cela passe par une appréciation des chances que les économies africaines offrent aux entreprises suisses avec les nouveaux marchés et les marchés émergents.

La Suisse doit formuler ses propres intérêts. La migration en provenance d'Afrique répond parfaitement aux intérêts de la Suisse pour ce qui est de combler les futures lacunes sur le marché de l'emploi, par exemple dans le domaine des soins. La Suisse a aussi besoin de matières premières en provenance d'Afrique. Mais il est inacceptable et nuisible pour elle que des multinationales agissant à partir de son territoire imposent leurs intérêts sans se préoccuper des répercussions sur les normes environnementales et sur les droits humains. Et sous l'angle de la politique migratoire précisément, la Suisse a impérativement besoin que des pays africains puissent offrir stabilité et sécurité à leurs populations. Il faut donc contribuer à la prévention des crises, à la gestion des conflits et à la promotion de la paix.

L'urgence d'améliorer le financement du climat

Le réchauffement climatique représente un immense défi pour l'Afrique. Les sécheresses, les tempêtes et les inondations sont lourdes de conséquences. Elles aggravent les situations de famine. Les plus pauvres sont les plus touchés par le réchauffement climatique. Or, ce ne sont pas les pays africains qui l'ont provoqué, mais les pays du Nord dont la Suisse qui se trouve ainsi dans l'obligation de soutenir globalement ces pays. C'est pourquoi une stratégie du Conseil fédéral pour l'Afrique doit clairement indiquer comment la Suisse veut s'engager en faveur de l'Afrique dans la question du climat. Le financement du climat en Afrique ne relève pas de l'aide au développement ; c'est une prestation compensatoire selon le principe du pollueur-payeur. Il faut pour cela nettement plus de moyens financiers.

Du point de vue de Caritas, une stratégie du Conseil fédéral pour l'Afrique doit prendre en considération tous ces aspects dans une vision globale. Elle doit être prête avant le début des délibérations parlementaires de l'an prochain sur le message relatif à la coopération internationale 2021-2024. Caritas invitera les Parlementaires des Chambres fédérales à intervenir pour réclamer au Conseil fédéral l'élaboration d'une stratégie globale pour l'Afrique.

Indication bibliographique : L'« Almanach politique du développement 2020 » de Caritas Suisse vient de paraître. Il a pour titre « Afrique, force et pauvreté ».

Commandes à [www.caritas.ch/shop](http://www.caritas.ch/shop), exemplaires de presse sous [info@caritas.ch](mailto:info@caritas.ch).

Contact:

Contact et compléments d'information : Fabrice Boulé, responsable de la Communication pour la Suisse romande, Caritas Suisse, courriel [fboule@caritas.ch](mailto:fboule@caritas.ch), tél. 041 419 23 36. Il est possible d'interviewer Hugo Fasel, directeur, et d'autres représentant-e-s de Caritas. Sous le lien [www.caritas.ch/photos](http://www.caritas.ch/photos), vous trouverez des photos à télécharger avec une résolution d'impression. Des enregistrements vidéo sont aussi à disposition sur demande.

Medieninhalte



*Sur la route vers Amotot. Ouganda, district de Soroti, juin 2019. Texte complémentaire par ots et sur [www.presseportal.ch/fr/nr/100000088](http://www.presseportal.ch/fr/nr/100000088) / L'utilisation de cette image est pour des buts rédactionnels gratuite. Publication sous indication de source: "obs/Caritas Schweiz / Caritas Suisse/Fabian Biasio"*

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100832053> abgerufen werden.